

L'intransigeance de l'Allemagne face à la Grèce : un message envoyé à la France



<http://www.lefigaro.fr/vox/economie/2015/03/02/31007-20150302ARTFIG00372-l-intransigeance-de-l-allemande-face-a-la-grece-un-message-envoye-a-la-france.php>



Pierre Moscovici et le vice-président de la commission européenne lors de la conférence de presse du 25 février dernier. *Crédits photo : JOHN THYS/AFP*

FIGAROVOX/ANALYSE - L'impuissance d'Athènes à obtenir un assouplissement de la rigueur n'est pas nécessairement une bonne nouvelle pour la France, explique l'économiste.

Charles Wyplosz est professeur d'économie internationale à l'Institut des hautes études internationales et du développement (IHEID) à Genève, et directeur du Centre international d'études monétaires et bancaires. Ses principaux domaines de recherche sont les crises financières, l'intégration monétaire européenne, les politiques monétaires et budgétaires ainsi que l'intégration monétaire régionale. Il intervient fréquemment comme expert auprès d'organisations internationales et est un chroniqueur régulier de Figarovox.

Le message des pays frères européens est clair, net et précis. Vous n'avez pas respecté vos engagements, ni en matière budgétaire ni pour les réformes structurelles. Vos prédictions économiques continuent à être irréalistes, alors que votre optimisme passé aurait dû vous conduire à rectifier le tir depuis longtemps. Notre patience est à bout et vous êtes dans le collimateur. Vous avez quatre mois pour vous mettre en règle, avant que nous tirions les conséquences qui s'imposent.

Le message des pays frères européens est clair, net et précis. Vous n'avez pas respecté vos engagements, ni en matière budgétaire ni pour les réformes structurelles.

S'agit-il de la Grèce? Oui, mais pas seulement. Le même message, ou presque, est adressé à la France. Il y a bien sûr des différences, mais aussi d'étranges et inquiétantes convergences. La Grèce est en crise depuis cinq ans, elle a perdu l'accès aux marchés financiers et dépend donc de prêts officiels pour boucler son budget. La France, elle, a réussi à passer entre les gouttes et peut emprunter à un taux proche de zéro, grâce aux bons soins de la Banque centrale européenne (BCE). L'un ne peut pas tenir sans accord, l'autre ne risque

qu'une amende. Mais voilà deux pays qui n'ont pas équilibré leurs comptes publics depuis quarante ans. Deux pays où les moindres réformes déclenchent des drames épiques, où l'administration est tentaculaire et les fonctionnaires bien soignés, et où prospèrent de longue date des traditions politiques extrêmes.

Pourquoi en arrive-t-on ainsi à une situation de tension hostile? Après tout, l'Europe est censée être un processus amical de recherche des intérêts communs. Certes, des désaccords sont toujours possibles, même dans les meilleures familles, mais le degré d'acrimonie auquel on est arrivé va bien au-delà des brouilles passagères. Quelque chose ne va pas, et il est loin d'être sûr que le bon diagnostic ait été posé.

Le degré d'acrimonie auquel on est arrivé va bien au-delà des brouilles passagères. Quelque chose ne va pas, et il est loin d'être sûr que le bon diagnostic ait été posé.

Premier problème: comment obtenir la discipline budgétaire, indispensable à la vie commune en union monétaire? À l'évidence, le modèle qui consiste à soumettre chaque pays membre au jugement des autres ne marche pas. Les premiers Parlements ont été créés pour une bonne raison: le consentement à l'impôt requiert le contrôle démocratique des contribuables. Quand la Commission -ou la troïka- exige des gouvernements qu'ils lèvent des impôts ou coupent dans les dépenses, elle s'immisce au plus intime de la démocratie. Que les électeurs se rebiffent ne devrait surprendre personne. La bonne approche devrait être l'inverse: laisser chaque démocratie faire ses choix et lui laisser en assumer les conséquences. La Grèce ne peut plus emprunter? Eh bien, qu'elle se serre la ceinture! La France continue à empiler les déficits? Eh bien, qu'elle subisse le sort de la Grèce. Ça marche ailleurs, y compris pour les États américains.

Quand la Commission ou la troïka exige des gouvernements qu'ils lèvent des impôts ou coupent dans les dépenses, elle s'immisce au plus intime de la démocratie.

Deuxième problème: quand rétablir la discipline budgétaire? Pour la Commission, la réponse est: tout de suite, au plus vite. Or serrer le budget en pleine récession aggrave la récession sans vraiment améliorer le budget. Dans le climat de panique qui régnait en 2010, ce sage principe a été ignoré. Les conséquences, cinq années de stagnation ou pire, sont trop évidentes pour être ignorées. Mais un nouveau principe a été érigé en dogme: tous les engagements pris doivent être tenus. Autrement dit, il n'est pas question de reconnaître l'erreur. La vision juridique doit dominer la réalité économique. Les peuples en souffrance n'apprécient pas.

Troisième problème: les intérêts financiers divergent. Ça n'aurait jamais dû se produire. Les pays en crise ont emprunté, beaucoup trop, auprès des autres membres de la zone euro. Ils y ont été poussés, entre autres pour rembourser les dettes qu'ils ont contractées vis-à-vis des banques des pays qui se décrivent eux-mêmes comme généreux. Mais il n'est pas gravé dans le marbre que les pays très endettés vont pouvoir rembourser. D'où la grande vigilance des pays qui ont prêté. À elle seule, la dette grecque représente 3 % du PIB de la zone euro. C'est très loin d'être négligeable. Voilà pourquoi aucun gouvernement ne soutient la Grèce, et surtout pas la France qui est en position délicate. Le président Hollande se permet même de dire aux Grecs qu'il faut réduire le déficit et faire les réformes qui s'imposent. Amusant ou pathétique?

Le résultat est qu'un problème essentiellement technique est devenu hautement politique. On essaie de circonscrire l'incendie Syriza en coinçant le nouveau gouvernement grec. En exigeant que la France ramène son déficit à 3 % du PIB en 2017, la Commission se montre peut-être souple, mais elle pèse déjà sur la prochaine élection présidentielle. D'ici là, soit le gouvernement renforce la politique d'austérité et se lance dans des réformes par définition impopulaires, soit il fera alors face à une amende parfaitement humiliante. Dans les deux cas, son sort est scellé. C'est peut-être habile, certains diront même que c'est parfaitement mérité, mais quelle intrusion!

Avertissement de modération: Nous vous rappelons que vos commentaires sont soumis à notre charte et qu'il n'est pas permis de tenir de propos violents, discriminatoires ou diffamatoires. Tous les commentaires contraires à cette charte seront retirés et leurs auteurs risquent de voir leur compte clos. Merci d'avance pour votre compréhension.

La rédaction vous conseille :

Quand le professeur Moscovici donne des leçons de bonne gestion à la France¹

BCE, dette, Syriza: décryptage d'une tragédie grecque²

Grèce, BCE, endettement... mort au crédit?³

Charles Wyplosz

Liens:

- 1 <http://www.lefigaro.fr/vox/economie/2015/02/27/31007-20150227ARTFIG00325-quand-le-professeur-moscovici-donne-des-lecons-de-bonne-gestion-a-la-france.php>
- 2 <http://www.lefigaro.fr/vox/economie/2015/02/05/31007-20150205ARTFIG00318-bce-dette-syriza-decryptage-d-une-tragedie-grecque.php>
- 3 <http://www.lefigaro.fr/vox/economie/2015/01/29/31007-20150129ARTFIG00340-grece-bce-endettement-mort-au-credit.php>